

## Les pièges de la transition énergétique outre-Rhin



**L'ANALYSE DE  
THIBAUT MADELIN**

**U**ne opération à cœur ouvert. » Le ministre allemand de l'Environnement, Peter Altmaier, n'aurait sans doute pas pu trouver d'expression plus juste pour qualifier le tournant énergétique allemand. Jusqu'à présent, il comparait le fameux « Energiewende » au plus gros chantier du pays depuis la réunification ou encore aux premiers pas de l'homme sur la Lune. La référence chirurgicale n'est pas vraiment rassurante, mais pas fortuite non plus.

Moins de deux ans après la décision d'Angela Merkel d'accélérer la sortie de l'atome, après la catastrophe nucléaire de Fukushima, le principal projet de politique intérieure de la chancelière menace de devenir un caillou dans sa chaussure à onze mois des élections. Explosion des coûts, problème techniques, manque d'acceptabilité pour les lignes électriques... L'euphorie des premières heures, pendant laquelle la société allemande célébrait sa cohésion vertueuse, se voit rattrapée par la réalité.

Certes, tout n'est pas noir pour la transition énergétique, à commencer par le développement des énergies renouvelables, qui doivent remplacer le nucléaire en 2022. L'année dernière, le solaire, l'éolien ou l'hydraulique représentaient déjà 20 % de la consommation allemande d'électricité, contre 17 % l'année précédente et 6 % en 2000. A ce rythme, l'objectif de 35 % pour 2035 sera largement dépassé. Les experts tablent sur un ordre de grandeur de 50 %. Résultat de ce développement tambour battant : sur les huit premiers mois de l'année, l'Allemagne a battu un record d'exportation de courant, selon le syndicat professionnel BDEW, avec un solde positif net de 12,4 térawattheures. Lorsqu'elle a décidé l'année dernière d'arrêter subitement ses plus vieilles centrales – un an après avoir décidé de prolonger leur durée d'exploitation –, ses voisins avaient redouté un manque de capacités, voire un black-out à l'échelle européenne. Pour l'heure, ces peurs n'apparaissent pas fondées.

Mais les Allemands sont en train de réaliser le coût exorbitant du boom des énergies renouvelables. Selon la loi, chaque producteur d'énergie solaire ou

éolienne reçoit la garantie de vendre son électricité à un prix fixe, très supérieur au prix du marché. Mi-octobre, l'agence fédérale des réseaux a fait ses comptes pour 2013 : la facture totale devrait passer de 14 à 20 milliards d'euros. Problème, comme en France, ce sont les consommateurs qui acquittent cette facture. Résultat, leur contribution au déploiement des énergies vertes – l'EEG dans le jargon – passera de 3,6 à 5,3 centimes d'euro par kilowattheure. Au total, la hausse des coûts devrait atteindre près de 13 % l'année prochaine pour le ménage moyen allemand, qui paie déjà le double de ce qu'il paierait en France. La

C'est là que les choses se corsent. Le gouvernement est parfaitement conscient de l'enjeu et de la nécessité de changer le système. Instaurée en 2000 avec la première sortie de l'atome décidée par le chancelier Gerhard Schröder et ses alliés verts, la loi EEG ne représente pas qu'une épée de Damoclès en termes financiers. Elle menace également le fonctionnement du marché de l'énergie en créant des surcapacités et en rendant les moyens de production conventionnels déficitaires. Le ministre Peter Altmaier a promis une réforme de l'EEG... mais seulement après les élections prévues en septembre 2013. Le sujet semble trop délicat, trop com-

## Pour Angela Merkel, la priorité est que la transition énergétique permette d'envisager une coalition avec les Verts, aujourd'hui crédités de 15 % d'intentions de vote.

promesse d'Angela Merkel de limiter l'EEG à 3 centimes a déjà volé en éclats. Celle de maintenir des prix « abordables » pour l'énergie vacille sérieusement.

Jusqu'à présent, cette hausse régulière n'a pas entamé le consensus en faveur de la transition énergétique. Aucun parti, même pas les libéraux du FDP, qui sont les plus sceptiques, ne souhaite revenir sur la sortie du nucléaire. Mais tous savent que le sujet est sensible et risque de monter à mesure que la crise gagne à son tour l'Allemagne. Selon un sondage réalisé entre septembre et octobre par Harris pour l'Institut [Montaigne](#) et la Fondation Genshagen, le coût doit être le premier déterminant des choix énergétiques pour la majorité des citoyens de chaque côté du Rhin. Jusqu'à maintenant, les Allemands ont fait le dos rond, mais pour combien de temps encore ? Pour la Fédération allemande de l'industrie (BDI), la frontière est déjà dépassée. « *La réussite économique de la transition énergétique est déjà sérieusement en danger*, s'est ému la semaine dernière son président, Hans-Peter Keitel. *La politique doit se préoccuper d'urgence de l'efficacité économique de ses mesures. C'est le seul moyen d'éviter une dérive des coûts, de respecter le calendrier et d'assurer l'acceptabilité de la population.* »

plexe, pour être traité de front. Certes, le gouvernement ne veut pas rester les bras croisés et veut dresser des pistes de réflexion. Mais, à en juger par la dernière rencontre au sommet entre Angela Merkel et les ministres-présidents des Länder – qui poursuivent chacun dans leur coin leur propre tournant énergétique –, le statu quo semble privilégié. Au terme de leur réunion, la chancelière et les Länder ont seulement décidé de se parler davantage...

Pour la patronne chrétienne-démocrate, la priorité est que la transition énergétique qu'elle a plus ou moins imposée à son parti reste un sujet de consensus national. Mais, surtout, un sujet qui lui permette d'envisager une coalition avec les Verts, crédités de 15 % d'intentions de vote dans les sondages, alors que son partenaire actuel, le FDP, pourrait ne pas franchir la barre des 5 % permettant de rester au Parlement. Cette option, inconcevable il y a cinq ans, a gagné en crédibilité ce week-end, avec la nomination par les Verts de deux têtes de liste pour 2013, Jürgen Trittin et Katrin Göring-Eckardt. Le premier, ancien ministre, est un écologiste de la première heure. La deuxième une réaliste réputée ouverte à l'idée d'une alliance avec la droite...

**Thibaut Madelin est le correspondant des « Echos » à Berlin**